

Service prévention des risques anthropiques  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 STRASBOURG

Strasbourg, le 29/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SICA SILO DE NEUF BRISACH**

1 PLACE DE LA GARE  
BP 7  
68000 Colmar

Code AIOT : 0006700371

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement SICA SILO DE NEUF BRISACH implanté PORT RHENAN VOLGELSHEIM-NEUF BRISACH 68600 Volgelsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'installation est soumise au système d'échange des quotas d'émissions depuis le 01/01/2013 au titre de la combustion de combustibles d'une puissance totale supérieure à 20 MW.

Les dernières versions du plan de surveillance (PDS) et du plan méthodologique de surveillance (PMS) datent respectivement du 25/05/2023 et du 13/06/2024.

Dans le cadre de la collecte de données 2024 (2026-2030), l'exploitant a demandé son exclusion en application de l'article 27 de la directive 2003 (installation faiblement émettrice). Sa demande est en cours de traitement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SICA SILO DE NEUF BRISACH
- PORT RHENAN VOLGELSHEIM-NEUF BRISACH 68600 Volgelsheim
- Code AIOT : 0006700371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité exercée est celle du stockage et du séchage de maïs.

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma de procédé	Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d	Sans objet
2	Instruments de mesures	Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 11	Sans objet
3	Apport de combustible	Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 10	Sans objet
4	Lacunes dans les données	Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 12	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les données utiles aux déclarations sont clairement identifiées et soumis à un contrôle métrologique légale.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Schéma de procédé**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Diagramme des flux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 8 Contenu et soumission du plan méthodologique de surveillance 1.L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI. (...) Annexe VI Contenu minimal du Plan Méthodologique de Surveillance Le plan méthodologique de surveillance comprend au moins les informations suivantes:  1.Informations générales concernant l'installation : (...)

<p>d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes:- les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur;</p> <p>- toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduels;</p> <p>- les points et dispositifs de mesure;</p> <p>- les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone et les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prodcom;</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le diagramme fait apparaître le flux entrant et sortant, 2 unités techniques , l'apport de combustibles, les sources d'émission et le compteur de gaz.</p> <p>D'autres instruments nécessaires à la déclaration des niveaux d'activité (tonnage du grain) n'apparaissent pas sur le diagramme : les humidimètres et les ponts bascules.</p> <p>Le diagramme constitue l'unique benchmark (BM) combustible.</p> <p>Dans le cas d'une nouvelle version de son PMS, l'exploitant devra améliorer son diagramme afin de faire apparaître les dispositifs de mesure manquants.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Instruments de mesures

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Système de contrôle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté sur site le macaron de validité périodique sur tous les instruments de mesures nécessaires aux déclarations ( émissions + niveaux d'activité).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Apport de combustible

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, détermination des niveaux d'activité</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>si des intrants, des extrants et des émissions susceptibles de relever de sous-installations avec référentiel de combustibles sont à prendre en considération au niveau de l'installation, et qu'ils ne relèvent d'aucune des sous-installations visées au point a) ou b), l'exploitant les attribue à des sous-installations avec référentiel de combustibles, selon qu'il convient, en appliquant les règles énoncées à l'annexe VII;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'allocation du site est basée sur les paramètres suivants : la consommation de gaz, le tonnage de grains séchés et les données relatives à l'efficacité énergétique.</p> <p>Par rapport à la période de référence 2014-2018, en 2024 le niveau d'activité moyen du BM combustible et les données de l'efficacité énergétique sont respectivement de 52,1% et 1,2 %.</p> <p>Selon l'exploitant, la variation du niveau d'activité du BM combustible est dû en grande partie au taux d'humidité du grain (ex : en 2018, le taux est de 20,7 % alors que en 2021, il est de 32,87%).</p> <p>Autrement dit, la variation le niveau d'activité de la sous-installation combustible et l'amélioration ou la dégradation de l'efficacité énergétique ne sont pas significatives d'une augmentation ou d'une baisse de la production et de nouveaux moyens mis en œuvre pour diminuer la consommation d'énergie.</p> <p>Cependant, depuis 2021 l'exploitant a moderniser les séchoirs en mettant en place un système de gestion de la température afin de diminuer la consommation de gaz.</p> <p>Toujours dans une logique d'économie d'énergie, l'exploitant a pour projet de sélectionner les camions en fonction du taux d'humidité et de mettre les grains dans des fosses différentes .</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Lacunes dans les données

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, procédure de surveillances des émissions et des niveaux d'activité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsqu'il n'est temporairement pas possible, pour des raisons techniques, d'appliquer le plan méthodologique de surveillance approuvé par l'autorité compétente, l'exploitant applique une méthode basée sur d'autres sources de données énumérées dans le plan méthodologique de surveillance pour effectuer les contrôles de corroboration conformément à l'article 10, paragraphe 5, ou, si le plan méthodologique ne contient pas de tels éléments, une autre méthode fournissant le degré d'exactitude le plus élevé conformément aux sources de données génériques et à leur hiérarchie indiquées à la section 4 de l'annexe VII, ou une méthode d'estimation prudente, jusqu'à ce que les conditions permettant l'application du plan méthodologique de surveillance approuvé soient rétablies</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déclarations annuelles (émissions CO2 + niveaux d'activité) sont basées sur les données de consommation de gaz transmis par le fournisseur.</p>

Dans son PMS, l'exploitant déclare : « Un recouplement est réalisé entre les relevés de compteur effectués au silo (chef du silo) et les factures du fournisseur en fin d'année..... »

L'inspection a demandé à voir la façon dont ce recouplement est réalisé. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la méthode alternative en cas de lacunes dans les données. En l'état, la méthode du recouplement n'étant pas appliquée, l'exploitant doit la retirer de son PMS.

Il n'existe pas sur site de sous-compteurs permettant de comparer le comptage du fournisseur.

Cependant, la courte période de fonctionnement (octobre à novembre), les données sur les quantités du flux entrant et sortant, le taux d'humidité du grain ainsi que les données des campagnes précédentes constituent des paramètres permettant de détecter une lacune dans la consommation de gaz.

**Type de suites proposées :** Sans suite